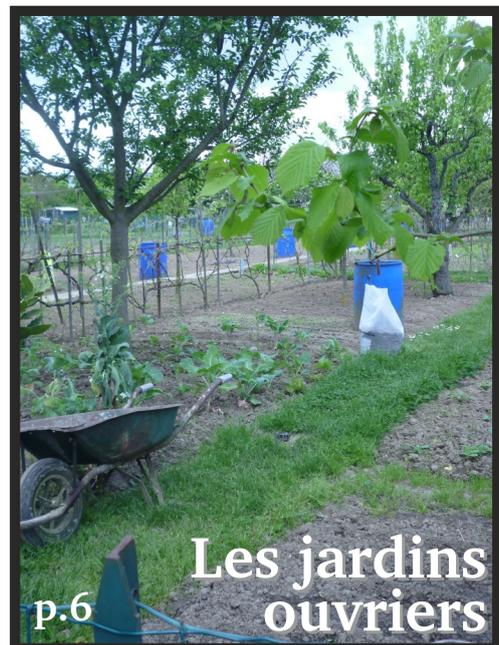




LE CANARD FORGERON

Le journal qui vous aide à vous forger une opinion

SUR TOUS LES FRONTS!



Edito : Décortiquons

D'un côté, le Front National : un parti issu d'Ordre Nouveau (groupuscule nationaliste ouvertement opposé à la démocratie), qui a fédéré dans les années 70 tout ce que l'extrême-droite française comptait de royalistes, d'intégristes catholiques et d'anciens Waffen SS antisémites.

Le FN donc, un parti qui a pu financer ses campagnes électorales dans les années 80 à la faveur d'un héritage douteux et grâce à la secte Moon.

Un parti dont le Président fut accusé de fraude fiscale, et plusieurs fois condamné par la justice.

Un parti, le dernier en France favorable à la peine de mort, opposé au droit à l'avortement, qui attise la haine, déteste le mouvement syndical, flatte les bas instincts, l'intolérance.

De l'autre, le mouvement du Front de Gauche : lui promet l'émancipation, les valeurs de partage, la lutte contre les inégalités et les discriminations, veut placer l'humain au cœur des politiques publiques.

Qu'y a-t-il de commun entre les deux mouvements ? Rien. Tout les oppose. Les deux courants se détestent. La gauche et l'extrême-droite s'affrontent depuis qu'elles existent.

Pourtant, il reste quelques bien-pensants pour regrouper ces ennemis viscéraux sous la bannière du « populisme ». Populisme : voilà une étiquette bien commode pour paresseux intellectuels. Le terme est très vague et recouvre des significations tellement diverses qu'il en devient inopérant.

D'autres n'hésitent pas à parler des « extrêmes ». L'ignoble réside d'abord dans l'amalgame de ces deux tendances aux objectifs et moyens radicalement antagonistes. Bref, une pure escroquerie intellectuelle.

On peut aussi s'interroger sur le qualificatif « extrême », s'agissant du Front de Gauche : l'interdiction des paradis fiscaux, des licenciements boursiers et l'arrêt de l'austérité ne relèvent pas franchement du bolchevisme le plus échevelé. Il s'agit juste d'un programme naturel pour la gauche. Pour nous en convaincre, le Canard Forgeron est allé à la rencontre d'une ville voisine gérée par le Front de Gauche : Roissy-en-Brie.



Retraites : le piège

Lors de la Conférence sociale, François Hollande, sur la question des retraites annonce sa préférence pour l'allongement de la durée de cotisation. Le Premier ministre se donne lui jusqu'à début octobre pour conclure.

4 bonnes raisons de s'y opposer

1 Allonger la durée de cotisations, c'est empêcher les salariés de pouvoir partir réellement à l'âge légal. À 58 ans, en moyenne, nous sommes déjà les deux tiers à être privés d'emploi.

2 C'est un non-sens : il n'est pas souhaitable de travailler plus longtemps pour un(e) salarié(e), alors qu'il y a des millions de chômeurs. L'employeur préfère toujours embaucher un jeune moins bien payé et précaire que garder un « vieux » au boulot dont il doit rémunérer l'ancienneté.

3 C'est une méthode disqualifiée par l'expérience. Nous avons déjà expérimenté cette « solution » avec la mise en œuvre des lois Balladur et Fillon. Le résultat est désastreux pour les salariés et leur système de retraite par répartition : 20% de baisse des pensions.

4 C'est une faute qui va nous mener à l'impasse de la retraite par capitalisation. La baisse des pensions de retraite va accroître les inégalités entre ceux qui devront se contenter d'une retraite misérable et ceux qui auront les moyens d'investir dans une retraite par capitalisation

Le libéral institut Montaigne a chiffré à 33 milliards par an le coût du retour de la retraite à 60 ans, ainsi que le relèvement des pensions afin qu'aucune ne soit inférieure au SMIC.

4 alternatives de financement

1 Faire cotiser les revenus financiers des entreprises, ce qui rapporterait environ 25 milliards s'ils étaient soumis aux mêmes taux que les revenus du travail.

2 Supprimer les exonérations de cotisations sociales (30 milliards par an) qui tirent l'ensemble des salaires vers le bas, privent donc la Sécurité Sociale et sa branche Retraite des ressources nécessaires.

3 Augmenter les salaires, car leur part dans la valeur ajoutée est inférieure de 3 points aux années 1950-1960. Cela représente une perte de 60 milliards par an par rapport à cette période.

4 Engager une réforme fiscale qui en finisse avec les paradis fiscaux et les niches fiscales qui ne profitent qu'aux privilégiés et privent l'État de ressources indispensables à la relance de l'activité économique.

L'ANI voté

L'Accord National Interprofessionnel (A.N.I.) a été écrit par le Medef puis a été porté presque sans modification par le gouvernement. Voté par la majorité avec l'UMP, ce projet de loi envoie aux oubliettes des décennies de conquêtes sociales. L'ANI est dangereux pour les salariés : car il banalise les licenciements, les rends moins coûteux pour les employeurs et moins contestables par les salariés. Il organise un chantage permanent : car il permet la mobilité interne forcée d'un site à un autre. Demain un accord d'entreprise pourra autoriser votre employeur à vous muter sur un autre poste à l'autre bout de la France, si vous refusez, vous serez licencié pour motif personnel. Il casse le Code du travail : car l'accord de gré à gré entre le salarié et son employeur prévaut désormais sur la loi. Quant aux soi-disant avancées significatives comme la complémentaire santé pour tous, déchantez. Portée par des organismes privés, cette complémentaire enfonce un coin supplémentaire pour casser le système solidaire de sécurité sociale.

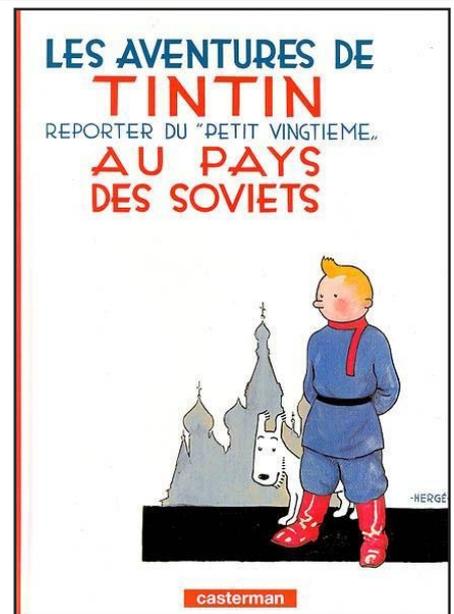
Le Canard Forgeron au « Pays des Soviets »

Tintin au pays des Soviets, le premier album d'Hergé est sorti en 1930. La BD est ouvertement anticommuniste, alors que son auteur n'était jamais allé en Russie. Tandis que le Front de Gauche est sans cesse taxé d'irresponsabilité ou d'extrémisme, le Canard Forgeron, lui, s'est rendu dans la plus proche ville gérée par un maire communiste : Roissy-en-Brie.

Sur place, on s'aperçoit vite que les 22500 habitants de la ville ne sont pas d'affreux bolcheviks mangeurs d'enfants, le couteau

entre les dents. En fait, en 5 ans, la ville change, attire de nouveaux habitants, la création d'entreprises y a explosé (multiplication par 3), la délinquance a baissé (sans aucune caméra de vidéo surveillance), et il n'y a eu aucune hausse d'impôts...

Sylvie Fuchs est la maire de Roissy-en-Brie, élue à la surprise générale en 2008. Avec son équipe, malgré un budget restreint (faute de ressources), elle a révolutionné un certain nombre de pratiques. Le Canard Forgeron l'a rencontrée pour un entretien...



Le Canard Forgeron : Quelles sont les principales réalisations de votre mandat?

Sylvie Fuchs : Nous nous sommes attaché à développer les services rendus à la population, en élargissant les horaires d'ouverture de la mairie par exemple. Ou en en créant de nouveaux.

Nous avons aussi créé un service « action économique », pour dynamiser l'activité économique, la création d'entreprise. Résultat, le nombre d'entreprises... , la vacance des locaux commerciaux et industriels a baissé de manière spectaculaire : le taux de remplissage est passé de 60 à 87.7% ! Et ce n'est pas fini : de grandes enseignes vont bientôt venir s'installer sur la zone de Roissy Sud.

Nous avons mené une politique

de démocratisation d'accès à la culture vraiment ambitieuse : création d'un service Jeunesse, création d'une très belle bibliothèque municipale, gratuite pour les habitants, mise en place d'une saison culturelle, création du Festival du Polar et de Roissy-en-Vacances, pour ne citer que les plus emblématiques.

Enfin, outre la nécessaire réhabilitation d'une grande partie du patrimoine municipal, il y a eu de nombreux travaux d'entretien de voirie : déjà 3 fois plus que sous la précédente mandature ! Le tout avec un souci constant des aspects environnementaux : installation de plusieurs chaudières à bois, de puits canadiens, travail sur les liaisons douces, adaptation de la luminosité de l'éclairage public, etc. Aujourd'hui, nous construisons le gymnase que les associations sportives de la ville

avec qui nous avons travaillé l'ensemble du projet, attendaient.

CF : Comment réaliser ces dépenses? Vous avez dû vous endetter?

SF : Non! Au contraire, nous avons même réussi à réduire l'endettement de la commune. En fait, nous considérons que chaque euro dépensé doit être socialement utile. Il ne s'agit pas de couper brutalement dans la dépense publique en supprimant des services publics utiles à la population, mais plutôt de rationaliser, d'optimiser le fonctionnement des services. Par exemple le budget communication a été réduit de 20% en revoyant les contrats d'impression dispendieux signés avant notre arrivée. Et lorsqu'on veut être rationnel, on se rend compte qu'un certain nombre de services sont mieux gérés



Sylvie Fuchs, maire de Roissy-en-Brie

lorsqu'ils sont municipalisés ou mis en régie que lorsqu'ils sont confiés au privé. Par exemple, le service de restauration scolaire a été confié au SIRESCO, un syndicat intercommunal. Non seulement les coûts ont baissé, mais la qualité des repas s'en est vu améliorée!

CF : C'est ainsi que vous menez une gestion de gauche?

SF : Pas uniquement. Certes, le retour au public permet souvent de faire des économies et de gagner en qualité. Par exemple nous étudions avec notre communauté d'agglomération la possibilité de faire passer en régie les services eaux et assainissement.

Autre exemple : sur le logement, nous avons re-municipalisé le service. Et nous avons d'autres leviers : nous tâchons de garder la maîtrise des fonciers et de ne pas laisser le terrain aux mains des promoteurs. Et nous avons agi auprès des bailleurs sociaux pour la réhabilitation de leurs parcs de logements sociaux : les factures d'énergies et donc les charges des locataires devraient baisser, et les loyers n'augmenteront pas. Le cadre de vie s'améliore, mais cela n'efface pas la crise. Une gestion de gauche en ce moment, c'est aussi affronter la crise.

CF : Mais la commune n'a pas les compétences pour intervenir sur les politiques

de l'emploi... Comment gérer cette crise ?

SF : Nous faisons de notre mieux. Outre les créations d'emplois, nous essayons d'aider les gens à affronter notre époque. En augmentant chaque année le budget du Centre Communal d'Action Sociale, en intégrant des clauses éthiques, environnementales mais aussi sociales dans les marchés publics, en généralisant le principe du quotient familial (pour le Conservatoire de musique, par exemple).

CF : Et la citoyenneté ?

SF : Nous avons créé un service citoyenneté et vie associative, mis en place des permanences en mairie pour rencontrer les citoyens. Mais surtout, nous avons instauré une réelle démarche de démocratie participative. Dès la première année de notre mandat, nous avons organisé une grande réunion publique pour tous les roisséens : « Le Grand Remue-Méninges ». Devant le succès incroyable de la méthode (500 personnes ont participé), nous avons réitéré fréquemment et périodiquement : assises thématiques, réunions de quartier... Cette méthode de concertation est extrêmement appréciée. C'est aussi comme cela qu'on redonne le pouvoir au citoyen !

Petite histoire des jardins ouvriers

Avec le retour du printemps, celles et ceux qui ont la chance d'avoir un petit terrain redécouvrent les plaisirs du jardinage. Pour certains, l'association des jardins familiaux de Ferrières offre la possibilité de goûter aux joies du binage à moindre frais. L'occasion pour le Canard Forgeron de revenir sur l'histoire de ces lieux de loisirs, de détente, mais aussi de chaleur humaine.



Entrée des jardins de Ferrières...

L'histoire de ces jardins est très liée à l'industrialisation. Les premiers apparaissent en Angleterre vers 1820. Ils sont présentés comme un remède à la misère de la classe ouvrière. En effet, le premier âge du capitalisme, sauvage et brutal, amène dans les villes des masses de travailleurs miséreux. « Tout ouvrier, même le meilleur, est constamment exposé à la disette » disait Engels des ouvriers anglais, en 1845.

En France, la situation est la même et à la fin du XIX^{ème} siècle l'initiative des jardins ouvriers viendra d'un prêtre, l'abbé Lemire, qui créera la « Ligue Française du coin de Terre et du Foyer ». Cette association essaiera des jardins ouvriers dans toute la France. D'après Lemire, le jardin est le moyen de détourner l'ouvrier de la débauche, de lui assurer un complément de revenu, mais aussi de l'éloigner des thèses socialistes et d'éviter toute rébellion envers le patronat. Pendant que l'ouvrier cultive son lopin de terre, il ne fait ni la grève, ni la révolution. « Enraciner les français à la terre

bienfaisante, à la famille humaine, arracher les ouvriers au prolétariat qui les guette et les pourrit » disait-il.

Le patronat reprendra l'idée de ces jardins ouvriers comme outil paternaliste d'encadrement de la classe ouvrière. Nous en avons un exemple tout proche avec la cité Menier de Noisiel, où tous les logements ouvriers ont été conçus avec un jardin attenant. L'historien Alain Dewerpe le relève ironiquement : « Et quand après quelques mots échangés, ils [patrons et ouvriers] auront fait connaissance sur le terrain neutre des jardins ouvriers, quand son chef lui tendra la main, l'ouvrier sera prêt à lui tendre les bras. »

Depuis les années 50, les jardins ne sont plus « ouvriers » mais « familiaux », et à Ferrières, aujourd'hui, on s'y retrouve principalement pour s'adonner au plaisir potager et tisser du lien social.



Vue des jardins familiaux de Ferrières

Projet à Ferrières

La Mairie envisage d'installer de nouveaux Jardins Familiaux, rue de la Brosse, en face de l'ancienne usine BLM. Le terrain d'environ 10000 m² appartient à AEV (Ville de Paris), qui le laisserait gracieusement via un bail amphythéotique de 40 ans. Le projet actuel intègre une soixantaine de parcelles de 100 à 120 m², dont des parcelles pédagogiques.

Mots-mêlés

Trouver tous les mots de la liste dans la grille. Formez alors un dernier mot avec les lettres restantes...



AYRAULT
 BAYROU
 BUDGET
 CHOMAGE
 CRISE
 EGARE
 EURO
 LAGARDE
 LIBERALISE
 LIBRE-ECHANGE
 MISERE
 NUL
 PPE
 PUNITION
 RECESSION
 REDUIRE
 RESTRICTION
 RIGUEUR
 ROGNER
 ROND
 SOMME
 SOU
 STOP
 VENDU

Le chiffre

35%

C'est la part de la richesse mondiale détenue par 0,5% de la population, la plus riche bien sûr. Source Les Echos (22/11/2012)

Le député trop réservé

Le Front de Gauche de Ferrières avait écrit au député Rihan-Cypel pour connaître son usage de la réserve parlementaire. Visiblement, il n'a pas daigné répondre. Dommage, à l'heure où le Parlement vote des lois sur la transparence des élus.

Vous souhaitez réagir, collaborer, soumettre des idées, recevoir le Canard Forgeron par mail, obtenir d'autres exemplaires : écrivez à redac@canard-forgeron.fr

A propos

Le Canard Forgeron est une émanation de l'assemblée citoyenne de Ferrières-en-Brie. Les assemblées citoyennes sont organisées dans toute la France à l'initiative du Front de Gauche. Tous les citoyens sont invités à y participer.

Ces espaces d'échange leur permettent de se réappropriier les sujets politiques.



Directeur de la publication : Elise Beaulieu. Imprimerie spéciale. Le 29 juin 2013.
 Rédaction : assemblée citoyenne de Ferrières-en-Brie. Crédits images : assemblée citoyenne de Ferrières-en-Brie, sauf p1 : à partir de (P. Colrat, E. Piermont, S. Burlot, Elyka) CC by-sa-nc , p2 : LARDON. N° ISSN : 2266-9973.
 Réalisé intégralement avec des logiciels libres.

